

Zeitschrift: Revue économique Suisse en France
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 79 (1999)
Heft: 1: Ces femmes qui font la Suisse...

Rubrik: Repères 98

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Dossier spécial

Echanges Suisse/France 1998

Repères 98

L'économie française et, à une moindre échelle, celle de la Suisse, semblent avoir retrouvé leurs repères en 1998 : baisse du chômage, hausse du PIB, consommation des ménages au beau fixe... Ces résultats sont d'autant plus remarquables que l'année passée a vu se succéder les crises (Asie du Sud-Est, économie russe notamment). La nouvelle édition de ce cahier est donc empreinte d'un certain optimisme, que ce soit au plan de l'évolution conjoncturelle que de celui de l'emploi.

Les échanges commerciaux entre la France et la Suisse ont marqué le pas en 1998, hormis certains postes exceptionnels (ventes d'Airbus notamment). Accueillis avec intérêt l'année passée, nous avons conservé les tableaux « palmarès des départements français et cantons suisses ». Peu de modifications dans le classement, mais ils mettent en évidence l'importance des échanges maisons-mères/filiales et atténuent de ce fait le volume du commerce franco-suisse. La France et la Suisse offrent pourtant d'excellentes opportunités pour les exportateurs des deux pays. Les leur faire connaître est justement un des buts de la Revue.

Comme l'année passée, nous avons fait appel pour la première partie de ce cahier (volets conjoncture, finances et social) à un journaliste économique. Les parties investissements et commerce ont été réalisées par l'équipe rédactionnelle de la Revue. Pour tout commentaire, n'hésitez pas à la contacter : Tél. Paris : 01 48 01 05 51.

Au sommaire

- ▶ **Conjoncture**
pages 20 à 23
- ▶ **Finances publiques**
page 24
- ▶ **Social**
pages 25 et 26
- ▶ **Investissements**
page 27
- ▶ **Commerce**
pages 28 à 34

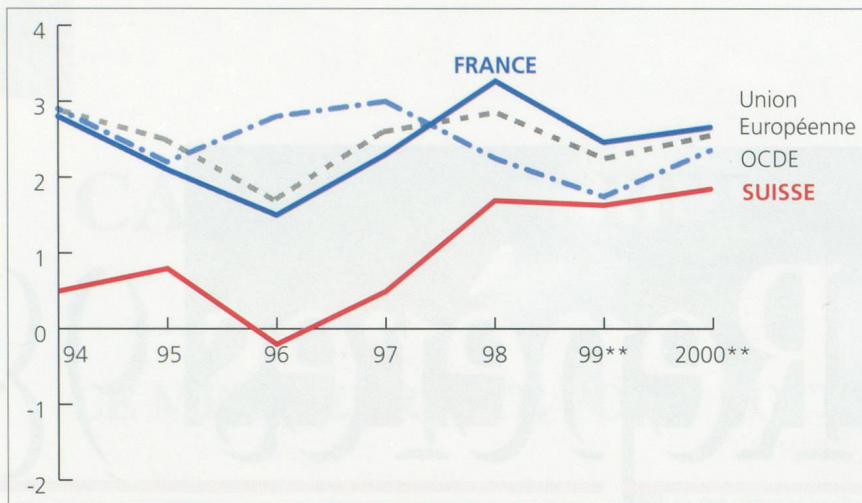
Dossier réalisé avec le concours de :



* Puisées aux meilleures sources, ces données n'ont qu'une valeur indicative.
La Rédaction ne saurait être tenue responsable des éventuelles erreurs.

1. Produit intérieur brut.

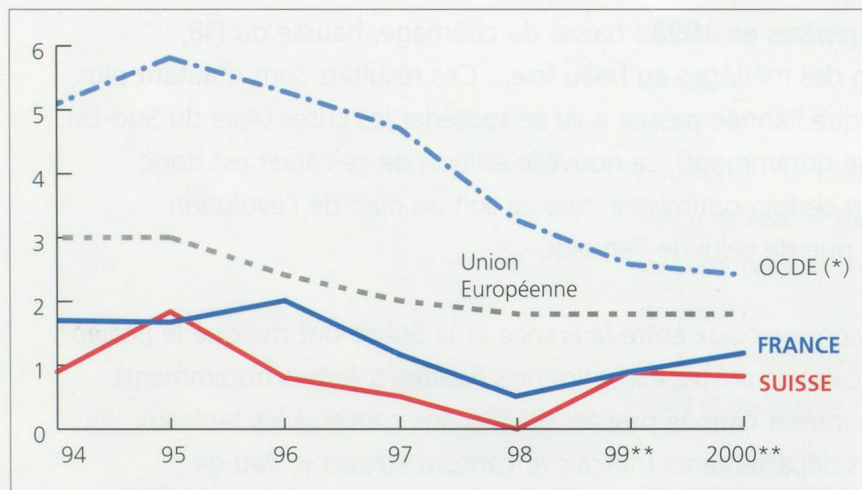
Variation réelle en % par rapport à l'année précédente.



** Estimations.
Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1998.

2. Prix à la consommation.

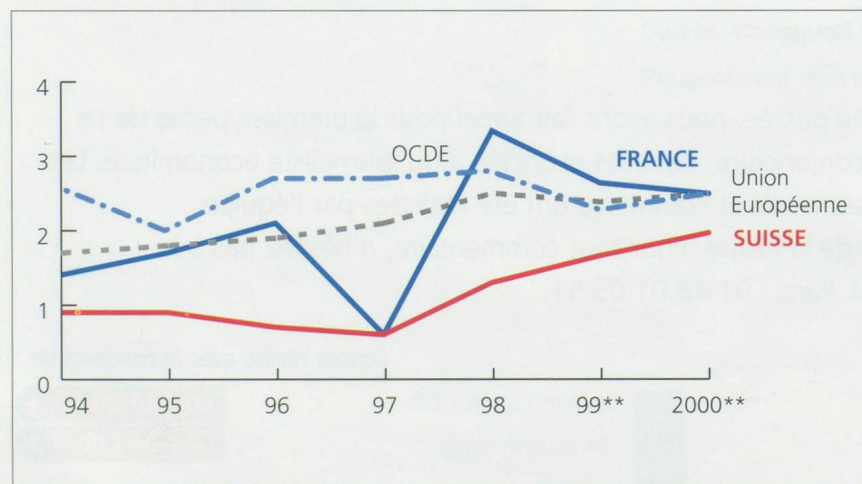
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente.



(*) Hors Grèce, Hongrie, Mexique, Pologne, République Tchèque et Turquie.
Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1998.

3. Consommation des ménages.

Pourcentages de variations par rapport à l'année précédente.



** Estimations et prévisions.
Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1998.

Croissance : quand passent les CRISES...

Les perturbations se sont succédées au cours de l'année 1998. Née en Asie du Sud-Est à l'automne 1997, la crise internationale s'est peu à peu propagée à d'autres parties du monde. Une propagation qui a connu l'un de ses paroxysmes avec la dévaluation du rouble au milieu de l'été.

Véritable révélateur de la situation catastrophique de l'économie russe, cette dévaluation s'est traduite à l'automne par une baisse des marchés boursiers et une chute du moral des industriels européens. Si la sphère financière s'est depuis reprise, malgré l'extension de la crise en Amérique latine, les industriels n'ont par contre toujours pas repris pied. Contre toute attente, alors que le commerce mondial a connu un ralentissement important, la France et la Suisse ont réussi à tirer leur épingle du jeu. Le sursaut attendu de l'activité française a en effet dépassé toutes les espérances en 1998. En France, c'est un véritable bond en avant que l'activité a connu. Avec une hausse de 3,2 %, le PIB français enregistre son meilleur score de ces dix dernières années et s'avère plus élevé que ce qu'attendait le gouvernement dont les prévisions ont pourtant été longtemps mises en doute. La Suisse a au contraire enregistré une année

beaucoup moins soutenue. L'activité économique s'est essoufflée durant la première partie de 1998 du fait de la crise asiatique ne permettant guère au PIB de dépasser son niveau de 1997.

Les deux économies devraient continuer à enregistrer cette année des évolutions divergentes. La France, de l'aveu même du gouvernement, ne pourra guère réitérer son exploit tandis que la Suisse devrait connaître, sur un rythme modéré, la poursuite de son expansion.

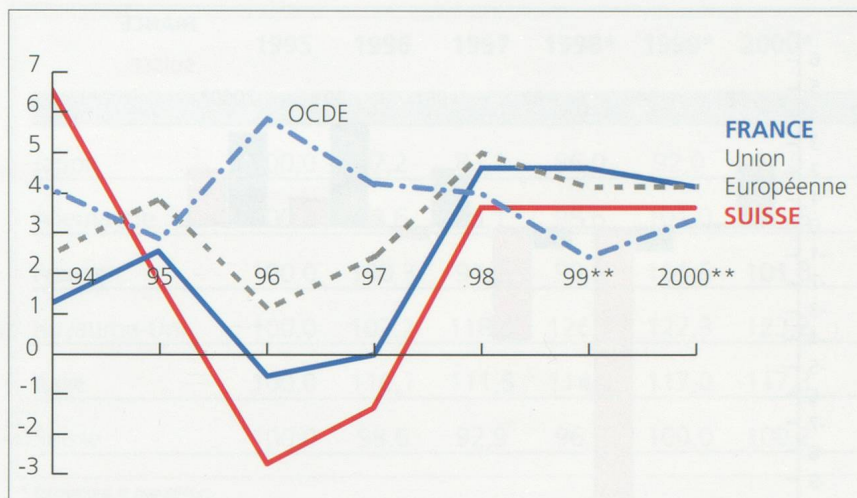
Tout irait-il pour le mieux pour l'économie française ? Force est de constater que l'année 1998 restera un millésime exceptionnel qui accumule les records. Alors que l'économie mondiale a été secouée par trois crises (Asie du Sud-Est, effondrement de la Russie, aggravation de la situation brésilienne) la croissance française affiche son meilleur résultat depuis 1988 (3,2 %), la plus forte progression du pouvoir d'achat de la décennie (3,4 %), la plus forte hausse de l'investissement des entreprises (6 %) et la meilleure année pour l'emploi depuis 1989 (avec quelque 300 000 créations

dans le secteur marchand). Et malgré le tassement de son environnement international, la France affiche une fois de plus un excédent important de son commerce extérieur (160 milliards FRF). Autant de

performances qui ont permis à l'Hexagone de ravir à l'Allemagne son rôle de « locomotive traditionnelle » de l'Europe. Ce « miracle » français a une explication : outre la confiance des ménages au plus haut depuis les années 80, la France s'avère moins

4. Progression des investissements.

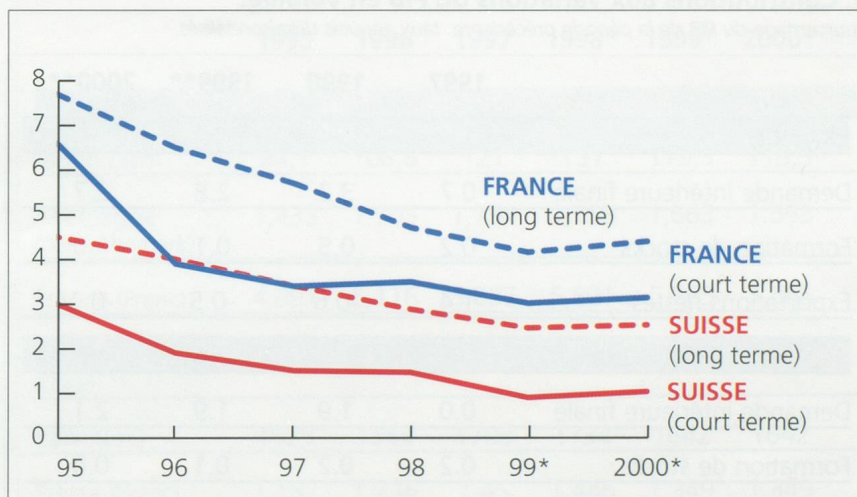
Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.



** Estimations et prévisions.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1998.

5. Taux d'intérêt à court et long terme.

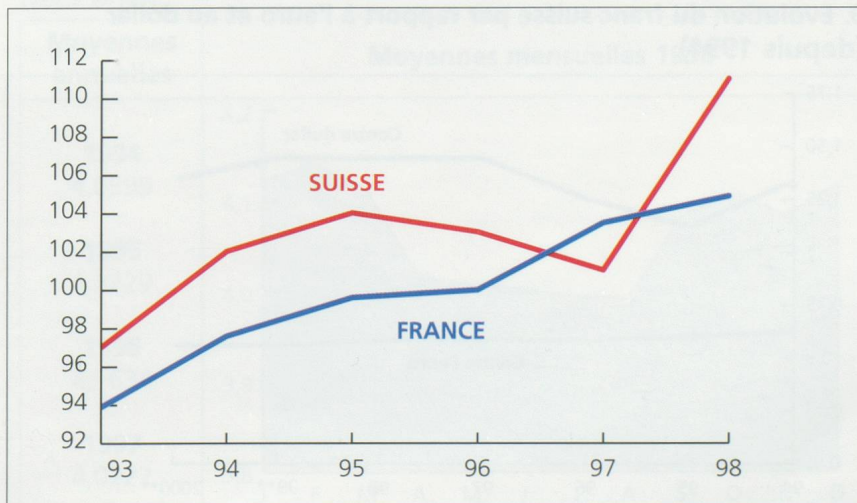


* Perspectives et prévisions.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1998.

6. Evolution de la production industrielle.

(Base 1990 = 100)



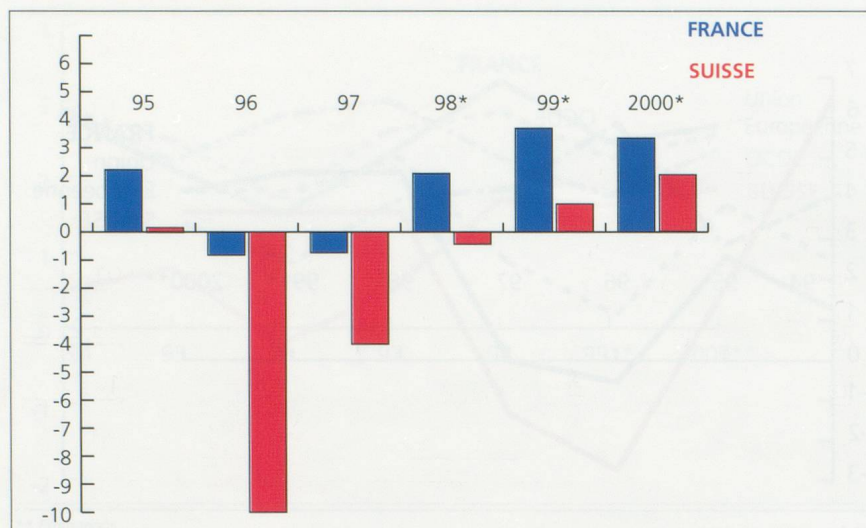
Source : OCDE, « Principaux indicateurs économiques », décembre 1998.

Contre toute attente, la France et la Suisse ont réussi à rattraper leur ping-pong du jeu



7. Evolution des logements mis en chantiers.

Variations en % par rapport à la période précédente.



* Perspectives et prévisions.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1998.

8. Contributions aux variations du PIB en volume.

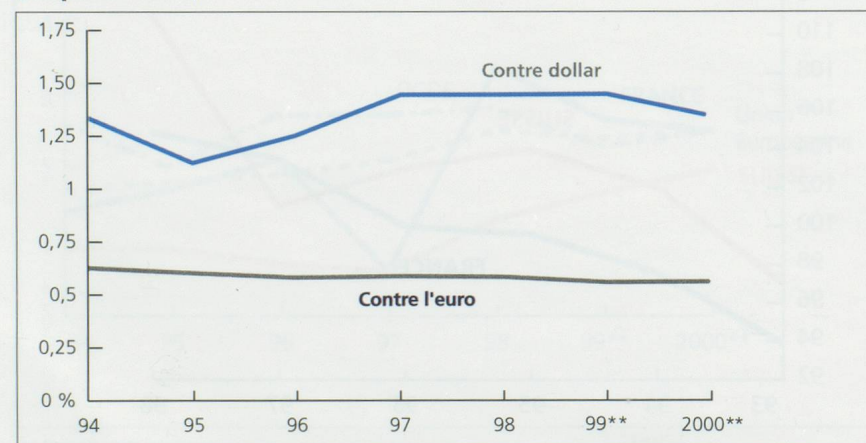
Pourcentage du PIB de la période précédente, taux annuels désaisonnalisés.

	1997	1998	1999**	2000**
FRANCE				
Demande intérieure finale	0.7	3.2	2.8	2.7
Formation de stocks	0.2	0.5	0.1	0.0
Exportations nettes	1.4	-0.6	-0.5	-0.1
SUISSE				
Demande intérieure finale	0.0	1.9	1.9	2.1
Formation de stocks	0.2	0.2	0.1	0.0
Exportations nettes	0.3	1.7	1.6	1.8

** Estimations et prévisions.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1998.

9. Evolution du franc suisse par rapport à l'euro et au dollar (depuis 1994).



** Estimations et prévisions.



exposée à la crise internationale puisque près des deux tiers de son commerce extérieur sont réalisés avec l'Europe, partie du monde qui a été en grande partie protégée des turbulences financières grâce à la mise en œuvre de l'euro.

Dans le même temps, la Suisse a été moins favorisée et a beaucoup plus pâti du ralentissement mondial. Après avoir progressé de près de 10 % en glissement annuel à la fin de 1997, les ventes suisses sont revenues à un rythme plus proche de 2 %. Car si les exportations vers les pays européens et le continent américain sont demeurées robustes, celles à destination de l'Amérique latine (11 % du commerce extérieur) se sont fortement contractées. Et si la demande intérieure totale est restée soutenue, elle le doit en grande partie au comportement de stockage des entreprises.

Par contre l'investissement des entreprises s'est ralenti. Cependant le pays a enregistré une progression de son activité et le PIB, après avoir enregistré une hausse de 1,7 % en 1997, a avoisiné les 2 % l'an passé. Une situation qui n'a pas empêché de constater une amélioration sur le marché de l'emploi.

Le taux de chômage est ainsi retombé du niveau record de 5,4 % de la population active fin 1997, à 3 % à la fin mars 99.

Mais la grande inconnue reste bien évidemment l'année 1999. Si les situations asiatiques, russes et sud-américaines continuent de préoccuper les experts, ils tournent également leurs regards vers les Etats-Unis et l'Europe.

Outre-Atlantique, la bonne santé américaine ne se dément pas mais les signes de ralentissement apparaissent. Et le scénario catastrophe d'une récession n'est pas le plus répandu parmi les conjoncturistes, l'hypothèse d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine est de plus

en plus souvent écartée du fait des niveaux actuels de Wall Street. Sur le vieux continent, les yeux se tournent avant tout vers l'Allemagne. Si cette dernière enregistre une bonne performance l'an passé (2,8 %), la chute de l'activité en fin d'année contraste fortement avec le rebond dans d'autres pays de la zone euro. Or, la croissance allemande risque de continuer à se fragiliser dans les mois à venir conduisant le pays à enregistrer une croissance parmi les plus faibles de la zone euro cette année.

Mais ces « aléas négatifs » pour

repandre le vocabulaire des experts ne doivent pas faire oublier que si l'année 1999 ne doit pas enregistrer d'accélération de l'activité, elle ne sera pas non plus désastreuse. Et tant la France

La bonne santé américaine ne se dément pas mais les signes de ralentissement apparaissent

que la Suisse ont des atouts pour résister à cette situation. Dans les deux pays le moral des ménages reste au plus haut et la faiblesse historique de l'inflation qui favorise le pouvoir d'achat devrait permettre à la demande intérieure de demeurer le principal moteur de l'activité.

Les perspectives d'emploi ne devant pas devoir se retourner brutalement, la confiance devrait rester élevée. En Suisse, « la demande intérieure devrait remplacer les exportations en tant que source principale de la croissance en 1999-2000 » estiment d'ailleurs les experts de l'OCDE.

Et d'ajouter qu'une « légère accélération de la consommation privée et la bonne tenue des investissements devraient être les principaux moteurs de l'activité ».



Taux de change effectifs.

(Indices 1995 = 100 ; moyenne des taux journaliers).

	1995	1996	1997	1998*	1999*	2000*
Etas-Unis	100,0	105,4	112,9	125,1	123,4	123,4
Japon	100,0	87,2	83,2	86,0	92,0	92,0
Allemagne	100,0	98,6	95,1	98,6	101,0	101,5
France	100,0	100,3	97,2	99,8	101,6	101,8
Royaume-Uni	100,0	102,2	118,9	126,7	122,9	123,2
Italie	100,0	110,1	111,5	114,2	117,0	117,3
Suisse	100,0	98,6	92,9	96,7	100,0	100,2

* Estimations et hypothèses.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE ». Décembre 1998.»

Taux de change effectifs.

(Indices 1995 = 100 ; moyenne des taux journaliers).

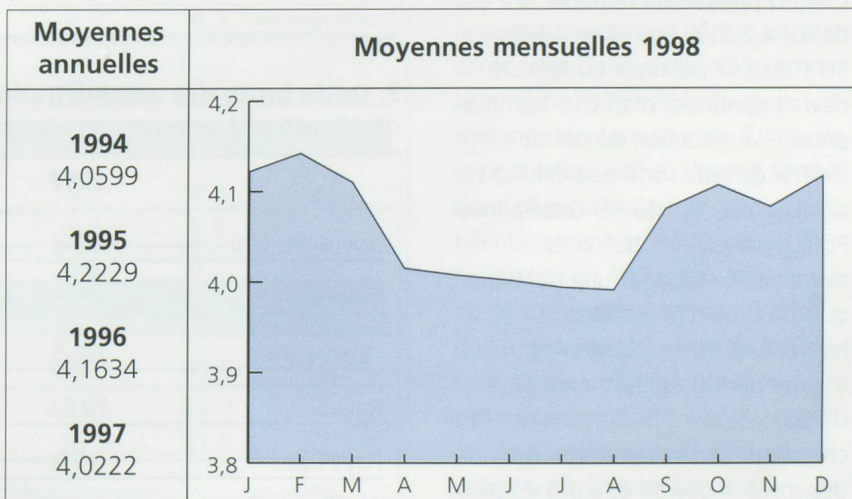
	1995	1996	1997	1998*	1999*	2000*
Etas-Unis (Dollar)	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Japon (Yen)	94,1	108,8	121	131	119,3	119,3
Allemagne (Deutschemark)	1,433	1,505	1,734	1,758	1,663	1,663
France (Franc)	4,991	5,116	5,837	5,891	5,565	5,565
Royaume-Uni (Livre)	0,634	0,641	0,611	0,603	0,600	0,600
Italie (Lire)	1629	1543	1703	1734	1642	1642
Suisse (Franc)	1,182	1,236	1,45	1,446	1,349	1,349

* Estimations et hypothèses.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE ». Décembre 1998.»


2. Cours de change réel du franc suisse vis-à-vis du FRF.

(Valeur en FRF)



Source : Banque de France. Valeur en FRF.

Des finances PUBLIQUES sous l'œil de Maastricht

Si en France l'accélération de la croissance n'a pas conduit à modifier les objectifs d'assainissement budgétaires transmis à Bruxelles, la Suisse a au contraire profité d'une conjoncture plus porteuse. Le budget des comptes de la Confédération prévoyait en effet un déficit de l'ordre de 2 % du PIB, moins bon cependant que celui de 1997 (1,5 % du PIB). Mais les résultats s'avèrent meilleurs du fait de la conjonction de deux facteurs. D'une part une conjoncture plus porteuse a permis de faire progresser plus que prévu les recettes fiscales. D'autre part l'amélioration constatée sur le front de l'emploi a fortement allégé les dépenses qui ont été consacrées à l'indemnisation des chômeurs. Pour les deux pays, l'avenir est à la poursuite de l'assainissement budgétaire. La France s'est engagée, dans le cadre de l'Union européenne, sur un programme pluriannuel de réduction des dépenses publiques. Celui-ci prévoit de ramener le déficit à 2,3 % du PIB en 1999. En Suisse, la politique budgétaire devrait continuer d'afficher comme priorité la réduction du déficit fédéral de telle sorte que celui-ci ne dépasse pas 1% du PIB cette année. Pour y parvenir les autorités devraient développer une politique qui combine d'une part un relèvement du taux de TVA et, d'autre part, un programme d'assainissement budgétaire qui sera centré sur une compression des dépenses. Il devrait être mis en place vers le milieu de l'été. 

1. Structure de l'imposition en Suisse (en pourcentage du PIB).

	1994	1995	1996*
Recettes fiscales	33.6	33.9	35.1
Impôt sur le revenu des personnes physiques	11.5	10.7	11.3
Impôt sur les sociétés	2.0	1.9	2.0
Cotisations de Sécurité sociale	12.2	12.7	13.0
Impôt sur le patrimoine	2.5	2.4	2.4
Impôt sur la consommation	5.5	6.3	6.3
Pour mémoire :			
Impôt sur le revenu en pourcentage de l'impôt total	39.9	37.2	38.0

* Chiffres provisoires.

Source : OCDE, « Statistiques des recettes publiques des pays Membres de l'OCDE ». Non actualisée depuis.

2. Principaux impôts directs relatifs à l'activité des entreprises, 1994 (en pourcentage du PIB).

	FRANCE	SUISSE
Impôts sur les bénéfices	1.6	2.0
Cotisations de Sécurité sociale acquittées par les employeurs	11.8	3.7
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre acquittés par les employeurs	1.1	-
Impôts sur la propriété immobilière (acquittés par d'autres que les ménages)	0.4	-
Impôts sur l'actif net des sociétés	-	0.5
Autres impôts acquittés uniquement par les entreprises	1.8	-
Total	16.7	6.2

* Chiffres provisoires.

Source : OCDE, « Statistiques des recettes publiques des pays Membres de l'OCDE 1965-1995 », Paris, 1996.

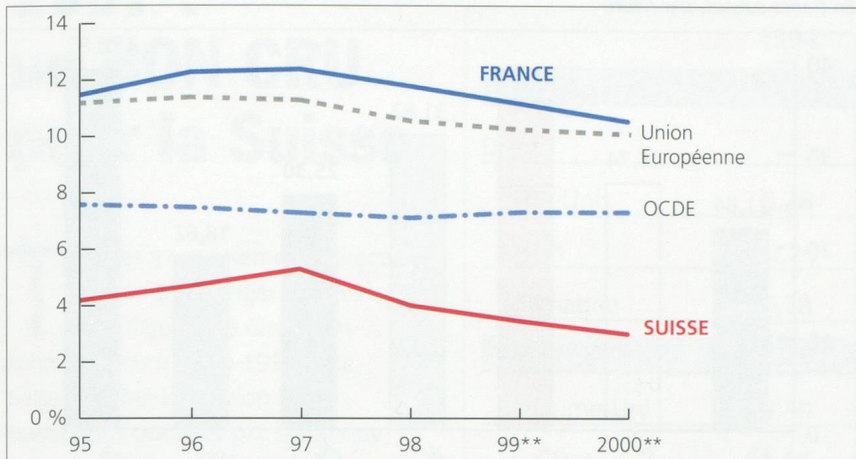
3. Dette brute des administrations publiques suivant la définition de Maastricht (en pourcentage du PIB nominal).

	1997	1998*	1999*	2000*
Royaume-Uni	52.3	50.4	49.4	48.8
France	57.8	58.9	59.7	59.8
Allemagne	61.5	60.6	60.2	59.7
Italie	121.6	119.3	117.4	115.1
Pays-Bas	70.9	67.9	65.8	64.8

* Chiffres provisoires.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1998.

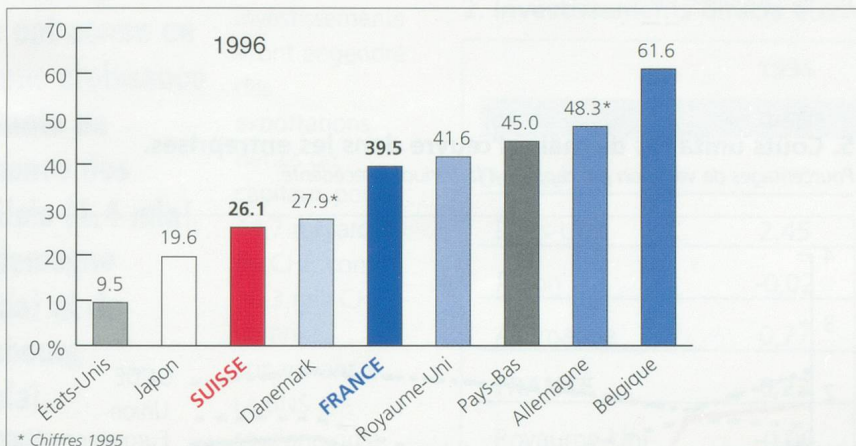
1. Evolution du taux de chômage.



Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1998.

2. Chômage de longue durée dans certains pays de l'OCDE.

En % du total des chômeurs.



* Chiffres 1995

Source : OCDE, « Principaux indicateurs économiques », décembre 1998.

3. Structure du chômage en Suisse.

	1995	1996	1997	1998 (TR3)
Total (1)	4.2	4.7	5.2	3.2
Par région (1)				
Régions germanophones	3.3	4.9	4.5	2.7
Régions francophones et italophones	7.1	6.6	7.0	4.6
Par âge (1)				
15-24 ans	3.9	4.3	4.7	2.9
25-49 ans	4.4	5.0	5.5	3.4
50 ans et plus	3.9	4.2	4.7	3.2
Par durée (2)				
0-6 mois	46.3	48.3	43.5	44.5
7-12 mois	25.0	25.6	25.0	22.8
Plus d'un an	28.7	26.1	31.5	32.7

(1) Les taux de chômage officiels sont exprimés en pourcentage de la population active du recensement de 1990.

(2) En % du nombre total de chômeurs.

Source : Office fédéral du développement économique et de l'emploi, Berne.

L'emploi a de nouveau le vent en POUPE

L'économie n'est pas aussi mystérieuse et compliquée que le laissent entendre parfois les économistes. Le retour de la croissance en 1998 s'est mécaniquement traduit par une amélioration de la situation du marché du travail. La France a ainsi cumulé les records en matière de création d'emplois (près de 290 000 nettes dans les secteurs marchands non agricoles) et de taux de chômage (celui-ci étant repassé pour la première fois depuis 1995 en dessous de la barre des 12 %). La Suisse n'est pas en reste et apparaît comme une championne hors pair sur le vieux continent. Le taux de chômage de la Confédération atteint actuellement 3 %, un niveau qui fait rêver plus d'un gouvernement et qui s'avère être le meilleur résultat enregistré depuis près de six ans. La baisse observée l'an passé tient là encore pour une bonne part au bon niveau d'activité qui s'est essentiellement appuyé, comme en France, sur une demande intérieure vigoureuse. Bien sûr, des différences parfois importantes existent encore entre les cantons et Genève apparaît comme la lanterne rouge de la Suisse romande avec un taux de 6,1 % de la population active. L'avenir semble donc dégagé malgré le ralentissement probable de la croissance en 1999. La majeure partie des experts estime en effet que le taux de chômage de la Suisse sera, sauf accident international, compris entre 2,5 % et 3 % cette année et qu'il pourrait être à peine supérieur à 2 % en l'an 2000. En France, les perspectives sont tout



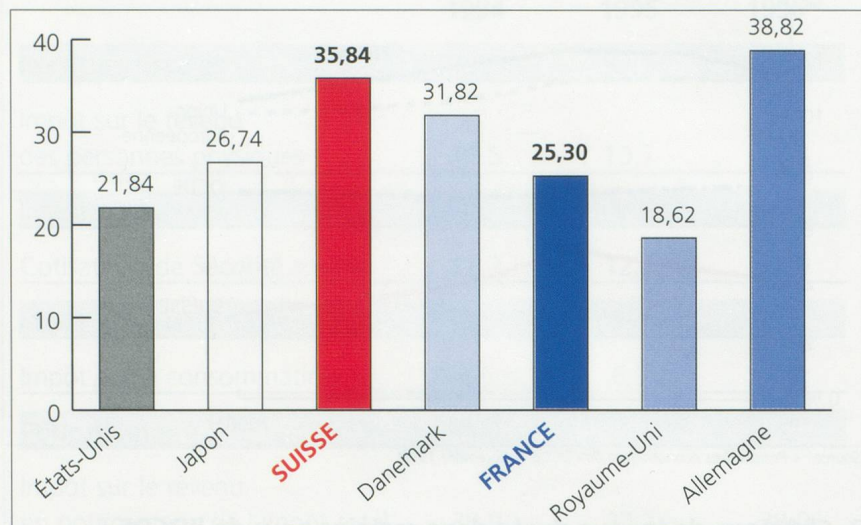


aussi bonnes. Il est évident que, depuis la fin de l'automne, les économistes dans leur ensemble ne croyaient plus à l'objectif officiel de croissance retenu par le gouvernement de Lionel Jospin (2,7 %). Mais ils ne retenaient pas pour autant un scénario qui serait catastrophique pour la situation de l'emploi. Rares sont ceux qui croient que la croissance française sera inférieure à 2 %. Or ce niveau est loin d'être anecdotique. Depuis plusieurs années en effet la France crée des emplois dès lors que son activité progresse d'au moins 1,5 %. Mais de la création d'emplois à la réduction du chômage, il reste une marche qu'il faut encore franchir. Pour un nombre important d'experts, celle-ci se situe justement autour d'une croissance annuelle de 2 %. Au-dessus de cette barre le chômage se stabilise, voire décroît. En dessous, il recommence à progresser.

La décrue des taux de chômage dans les deux pays ne doit donc pas masquer la fragilité croissante du marché de l'emploi. Cette amélioration s'est faite au prix d'une poussée d'emplois plus précaires que par le passé, liés au développement du temps partiel. Sans oublier les spécificités des deux économies. En Suisse, l'amélioration de l'emploi est à mettre au crédit des entreprises exportatrices qui réalisent près de 30 % du PIB. Or, l'environnement international tarde à se redresser. La France cultive deux handicaps par rapport à son voisin. D'une part un chômage de longue durée toujours plus élevé et surtout une inconnue de taille : l'impact de la mise en place des 35 heures au 1^{er} janvier 2000. Jusqu'à présent en effet les premiers accords signés montrent que les entreprises françaises parviennent à limiter les embauches et privilégient l'amélioration de la productivité de leurs employés. Les efforts escomptés par le gouvernement pourraient donc s'avérer en deçà des espérances.

4. Coût du travail dans l'industrie en 1996.

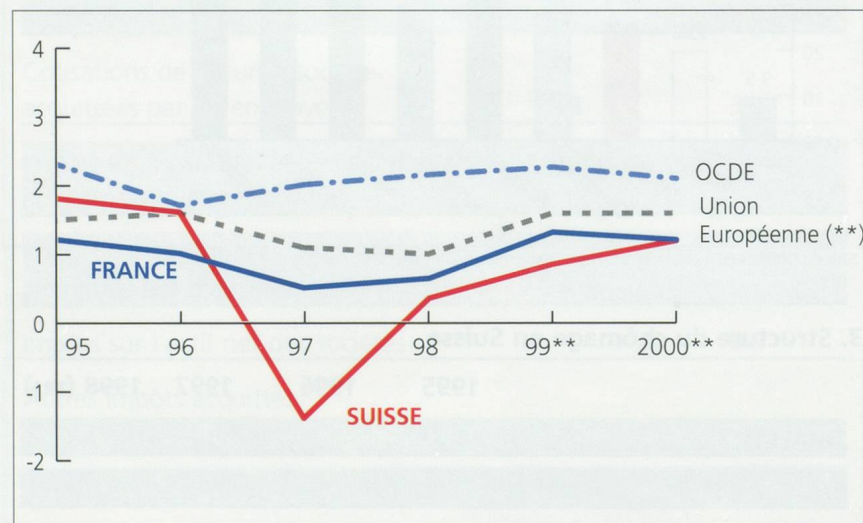
En francs suisses, par heure.



Source : Institut de l'économie allemande/Société pour le Développement de l'Economie Suisse, Genève. Données non actualisées depuis.

5. Coûts unitaires de main-d'œuvre dans les entreprises.

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente.



* Estimations et prévisions.

** Luxembourg exclu.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.

6. Emplois à temps partiel en Suisse.

	1994	1995	1996	1997	1998
En milliers	822.5	853.3	872.4	872.0	871.0
En % du total des emplois	23,4	24,2	24,7	24,8	25,0

Source : Office fédéral de la statistique, Berne.



1997 : un BON CRU pour la Suisse

Tant les investissements directs suisses à l'étranger que les investissements directs en Suisse ont connu, en 1997, une nette progression. Selon les statistiques publiées par la Banque Nationale Suisse (BNS) (in *Balance*

es investissements directs étrangers en Suisse ont connu en 1997 une croissance importante en provenance des Etats-Unis (1,4 mia), de l'Allemagne (2,6 mia) et du Luxembourg (1,6 mia).

suisse des paiements 1997), ces investissements « ont engendré des exportations nettes de capitaux pour 14,7 milliards de CHF, contre 16,3 mia CHF un an auparavant ». La BNS souligne qu'à eux seuls

« ces trois pays représentent près de 90 % des capitaux importés en Suisse ». Les investissements français ont légèrement fléchi, de même que ceux en provenance des Pays-Bas.

Moins conséquents, mais également en nette hausse, les investissements directs suisses à l'étranger se sont élevés en 1997 à 21,04 milliards de CHF (19,8 mia en 1996). La moitié de ces capitaux, analyse la BNS « est allée vers les pays de l'Union européenne, en se concentrant sur l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas », la France arrivant loin derrière avec seulement 0,06 milliard de CHF. Par secteur d'activité, ce sont les entreprises du secteur secondaire qui ont le plus investi en Suisse (3,89 mia en 1997 contre 2,14 en 1996).



1. Investissements directs suisses à l'étranger. En milliards de CHF.

	1994	1995	1996	1997*
Total général	17,76	14,43	19,75	21,04
Dont :				
Etats-Unis	5,28	6,14	3,37	7,28
Japon	-0,26	-0,03	0,30	-0,17
Allemagne	0,78	1,17	2,45	3,62
FRANCE	1,28	0,12	0,33	0,06
Royaume-Uni	3,30	0,85	7,16	3,12
Pays-Bas	1,07	1,14	-0,20	2,81

* Chiffres provisoires.
Le signe (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).
Source : Banque Nationale Suisse : « Balance suisse des paiements 1997 » - E-mail : <http://www.snb.ch>.

2. Investissements directs étrangers en Suisse. En milliards de CHF.

	1994	1995	1996	1997*
Total	4,60	2,62	3,45	6,39
Dont :				
Etats-Unis	2,45	0,34	1,17	1,36
Japon	-0,02	-0,31	-0,12	-0,17
Allemagne	0,77	0,39	13,08	2,59
FRANCE	0,23	-0,03	0,57	0,48
Royaume-Uni	-0,06	0,13	-0,17	-0,20
Pays-Bas	0,40	1,88	0,38	0,29

* Chiffres provisoires.
Le signe (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).
Source : Banque Nationale Suisse : « Balance suisse des paiements 1997 » - E-mail : <http://www.snb.ch>.

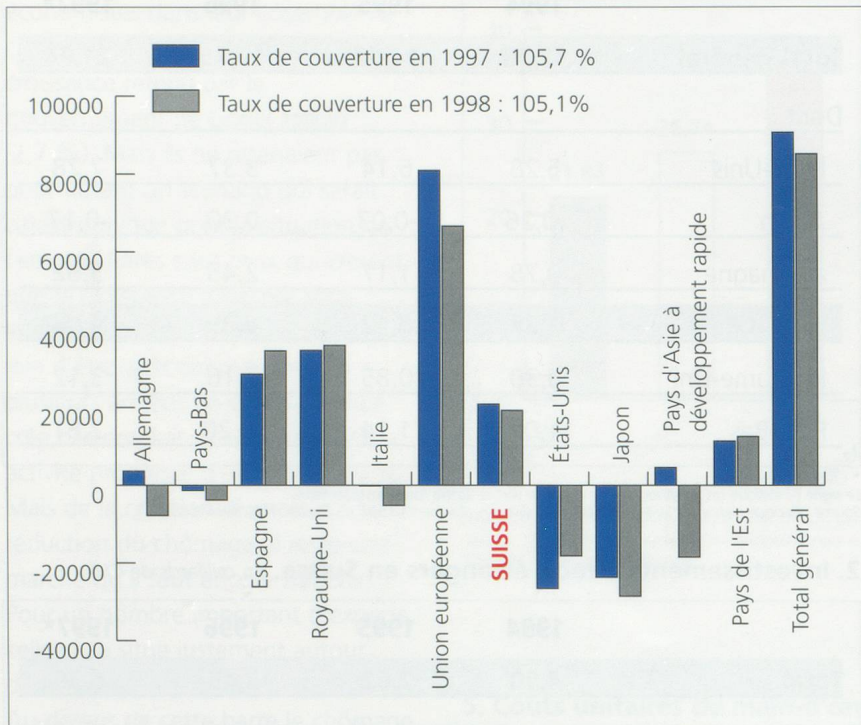
4. Investissements directs étrangers par branches pour les années 1996 et 1997. En milliards de CHF.

	1996	1997*
Industrie	2,14	3,89
Chimie et plastique	0,94	2,25
Métallurgie et machines	-0,03	0,14
Electronique, énergie, optique et horlogerie	0,97	0,14
Services	1,31	2,49
Sociétés financières et holdings	-0,18	1,74
Banques	0,76	0,65
Assurances et autres services	0,35	0,08
Total	3,45	6,39

* Chiffres provisoires.
Le signe (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).
Source : Banque Nationale Suisse : « Balance suisse des paiements 1997 » - E-mail : <http://www.snb.ch>.

1. Solde de la balance commerciale de la France en 1997-1998.

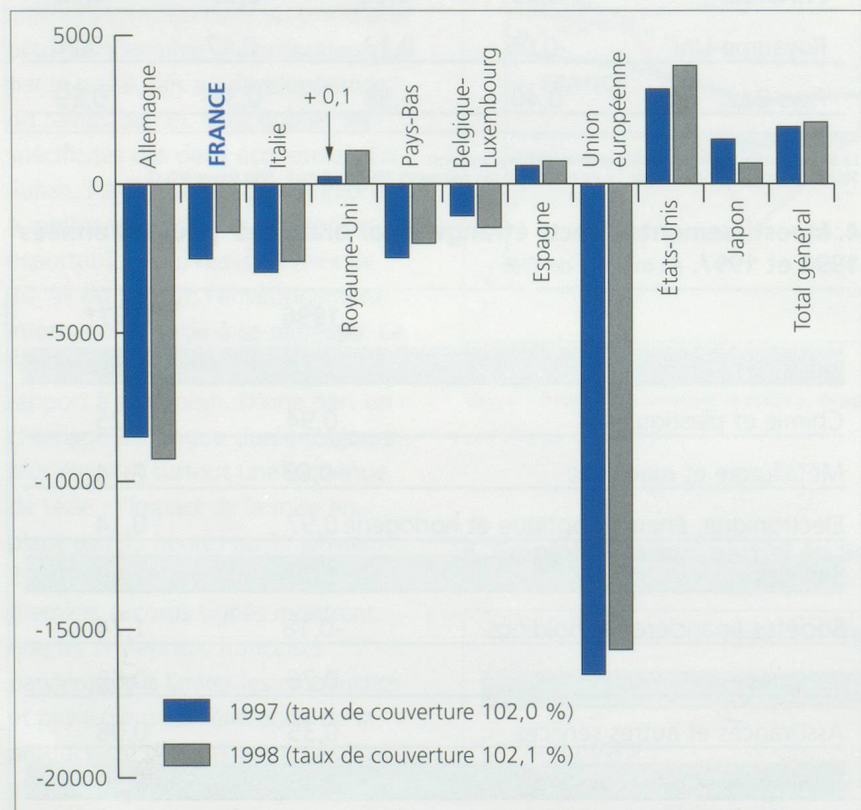
En millions de FRF.



Source : Direction Générale des Douanes et Droits indirects, Paris.

2. Balance commerciale de la Suisse en 1997-1998.

En millions de CHF.



Source : Direction Générale des Douanes et Droits indirects, Berne.

ECHANGES commerciaux franco-suisses moins soutenus

1998 aura été une année contrastée tant pour la France que pour la Suisse. Subissant de plein fouet la crise asiatique et — à une moindre échelle — les difficultés de l'économie russe, les échanges internationaux ont connu une croissance inférieure par rapport à celle de 1997 (année au demeurant exceptionnelle). La balance commerciale de la France enregistre un taux de couverture de 105.1 (105.7 en 1997) ; celle de la Suisse de 102.1 (102.0 en 1997).

Les caractéristiques des échanges entre nos deux pays n'ont guère varié. L'augmentation des exportations de la Suisse vers la France ayant été légèrement supérieure à celle des exportations françaises, le solde excédentaire traditionnel que la France dégage avec la Suisse a diminué de 1,7 mia de FRF pour s'élever à 19,7 mia de FRF (21,2 mia de FRF en 1997). Signalons que la France, en 1998, a enregistré ses plus forts taux de couverture avec la Suisse (146.5), l'Espagne (128.9) et le Royaume-Uni (125.4). Les plus faibles taux proviennent des échanges avec la Chine (45.8), le Japon (49.0) et la Russie (67.7). Tout comme la Suisse, la France

enregistre avec les pays de l'Union européenne une légère diminution de son excédent commercial. La croissance des importations en provenance de ces pays a connu une forte accélération (+ 8,7 % ; + 9,5 % avec les pays de la zone euro) ; les exportations ont enregistré une croissance modérée (+ 6,6 % contre 12,2 % en 1997). Fait notable : les pays de la zone euro représentent un peu plus de la moitié des échanges de la France en 1998. Par branches, il faut signaler la diminution importante de la facture énergétique (effondrement du cours du pétrole en 1998). Les exportations de produits agro-alimentaires — bien qu'en retrait par rapport à 1997 — restent soutenues de même que celles des postes « automobiles et transports

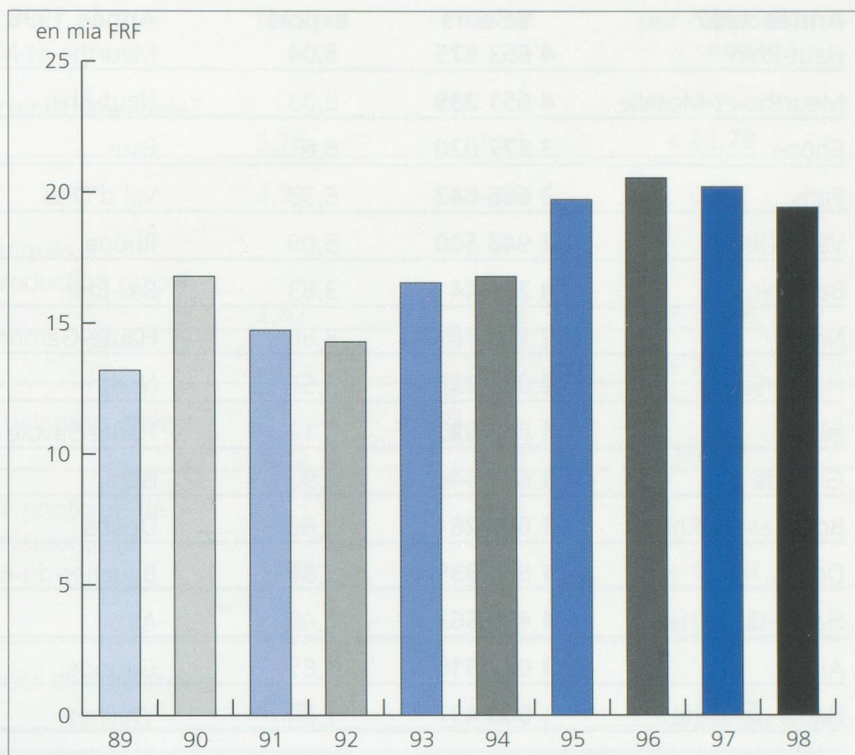
terrestres ». Grâce aux ventes d'Airbus (136 appareils exportés contre 107 en 1997) et au nombre élevé de lancements spatiaux depuis la base de Kourou, le secteur

« équipement professionnel » a fortement progressé.

La croissance des échanges extérieurs de la Suisse n'a que légèrement augmenté en 1998. Côté importations, tout comme la France, le poste « produits énergétiques » a beaucoup baissé (- 10,7 % par rapport à 1997). Celui des biens d'équipement a par contre enregistré la hausse la plus importante (+ 12,2 %). Même soutenue, la croissance des exportations a été moins forte qu'en 1997. Les ventes de biens d'équipement sortent de la moyenne, ainsi que celles de l'industrie des matières plastiques et des produits pharmaceutiques/vitamines/produits pour le diagnostic.

3. Solde excédentaire en faveur de la France dans ses échanges commerciaux avec la Suisse.

Statistiques françaises - Données brutes en milliards de FRF.



Le classement des principaux départements français actifs dans les échanges commerciaux franco-

suisse n'a guère évolué depuis 1996. Comme déjà souligné l'année passée, il reflète (surtout pour les



4. Palmarès cantons suisses - En milliers de CHF.

Canton	1998 Import	1998 Export	Solde en %
Bâle-Ville	10 111 498	19 441 261	92,27
Zurich	28 616 361	13 809 653	-51,74
Berne	7 739 875	8 826 021	14,03
Genève	7 352 289	8 547 726	16,26
Saint-Gall	5 594 906	7 367 556	31,68
Argovie	11 305 780	6 716 991	-40,59
Soleure	3 880 791	5 613 658	44,65
Neuchâtel	2 974 224	4 961 594	66,82
Vaud	4 475 714	4 506 016	0,68
Zug	3 525 620	4 368 546	23,91
Bâle-Campagne	4 887 588	3 947 831	-19,23
Tessin	5 005 243	3 677 950	-26,52
Lucerne	5 800 727	3 375 665	-41,81
Fribourg	2 115 558	3 361 894	58,91
Thurgovie	2 532 382	3 032 218	19,74
Total	105 918 556	101 554 580	-4,12
% du total	99,11	93,07	

5. PALMARÈS : les 15 premiers départements français exportateurs vers la Suisse.

Année 1997	Valeurs	% du total export	Année 1998	Valeurs	% du total export
Haut-Rhin	4 653 875	8,04	Meurthe-et-Moselle	6 145,412	10,1
Meurthe-et-Moselle	4 651 239	8,03	Haut-Rhin	4 297 102	7,06
Rhône	3 827 020	6,61	Paris	3 865 245	6,35
Paris	3 666 842	6,33	Val-d'Oise	3 091 528	5,08
Val-d'Oise	2 948 600	5,09	Rhône	2 697 359	4,43
Bas-Rhin	2 215 441	3,83	Bas-Rhin	2 522 460	4,15
Nord	2 116 707	3,66	Haute-Garonne	2 340 514	3,85
Haute-Savoie	2 065 238	3,57	Nord	2 328 777	3,83
Isère	1 806 927	3,12	Haute-Savoie	2 218 926	3,65
Gironde	1 679 146	2,90	Isère	1 893 246	3,11
Bouches-du-Rhône	1 655 281	2,86	Doubs	1 656 542	2,72
Doubs	1 539 339	2,66	Bouches-du-Rhône	1 587 483	2,61
Haute-Garonne	1 439 663	2,49	Ain	1 350 118	2,22
Ain	1 068 810	1,85	Gironde	1 192 543	1,96
Hauts-de-Seine	1 066 497	1,84	Yvelines	1 136 976	1,87
** Total	36 400 625	62,88	** Total	38 324 231	62,99

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Paris.

6. PALMARES : les 15 premiers départements français importateurs de produits suisses.

Année 1997	Valeurs	% du total import	Année 1998	Valeurs	% du total import
Haut-Rhin	5 882 042	15,92	Haut-Rhin	6 055 563	14,59
Rhône	2 977 884	8,06	Rhône	3 316 035	7,99
Paris	2 458 452	6,65	Paris	2 719 511	6,55
Hauts-de-Seine	1 919 507	5,19	Hauts-de-Seine	2 359 221	5,68
Val-de-Marne	1 854 327	5,02	Val-de-Marne	2 170 959	5,23
Bas-Rhin	1 534 178	4,15	Yvelines	1 730 758	4,17
Haute-Savoie	1 374 607	3,72	Bas-Rhin	1 650 979	3,98
Seine-St-Denis	1 369 986	3,71	Haute-Savoie	1 575 606	3,80
Yvelines	1 331 580	3,60	Doubs	1 513 230	3,64
Doubs	1 321 140	3,58	Seine-St-Denis	1 478 398	3,56
Loiret	1 027 813	2,78	Loiret	1 135 029	2,73
Nord	830 869	2,25	Nord	1 026 547	2,47
Essonne	718 558	1,94	Essonne	741 817	1,79
Eure	668 654	1,81	Eure	707 444	1,70
Val-d'Oise	657 830	1,78	Val-d'Oise	701 797	1,69
**Total	25 927 427	70,16	**Total	28 882 894	69,57

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Paris.

7. Les principaux produits suisses sur le marché français. En milliards de FRF.

Produits	Valeur 1997	Valeur 1998	Evolution (en %) par rapport à 1997
Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques, parties	5,75	7,06	+ 22,78
Produits chimiques organiques	4,71	4,69	-0,42
Machines, appareils et matériels électriques, appareils d'enregistrement ou de reproduction du son et/ou des images et leurs parties	2,87	3,63	+ 26,48
Produits pharmaceutiques	2,85	3,46	+ 21,40
Extraits tannants; tannins; pigments; peintures et vernis; mastics; encres	1,95	1,66	-14,87
Instruments et appareils d'optique; de photo ou de cinéma; de mesure; de contrôle; de précision; appareils médico-chirurgicaux	1,88	2,1	+ 11,70
Horlogerie	1,77	2,13	+ 20,34
Huiles essentielles et résinoïdes, produits de parfumerie, de toilette	1,76	2,1	+ 19,32
Matières plastiques et leurs ouvrages	1,31	1,4	+ 6,87
Perles, pierres, gemmes, métaux précieux et ouvrages, bijouterie de fantaisie, monnaies	1,28	1,53	+ 19,53
Produits divers des industries chimiques	1,19	1,27	+ 6,72
Produits agricoles et issus de l'industrie alimentaire	1,02	1,02	0,00
Papiers et cartons, ouvrages en pâte de cellulose, en papier, en carton	1,09	1,14	+ 4,59
Aluminium et ouvrages en aluminium	0,87	0,91	+ 4,60
Ouvrages en fonte, fer ou acier	0,61	0,77	+ 26,23
Produits de l'édition, de la presse; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	0,38	0,37	- 2,63
Huiles et combustibles minéraux, dérivés, bitumes et cires minérales	0,34	0,61	+ 79,41
Fonte, fer et acier	0,33	0,36	+ 9,09
Outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs	0,32	0,35	+ 9,38
Filaments synthétiques ou artificiels	0,23	0,26	+ 13,04
Objets d'art, de collection ou d'antiquités	0,22	0,35	+ 59,09
Total	32,73	37,17	+ 13,57
En % du total général	88,58	89,54	+ 1,09
Total général	36,95	41,51	+ 12,34

8. Les principaux produits français sur le marché suisse. *En milliards de FRF.*

Produits	Valeur 1997	Valeur 1998	Evolution en % par rapport à 1997
Huiles et combustibles minéraux, dérivés, bitumes et cires minérales	8,21	8,25	+0,49
Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties	4,93	5,64	+14,40
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	3,81	4,12	+8,14
Produits chimiques organiques	3,15	3,86	+22,54
Machines, appareils et matériels électriques; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son et/ou des images et leurs parties	3,03	2,89	-4,62
Navigation aérienne ou spatiale	2,48	2,69	+8,47
Produits agricoles et issus de l'industrie agro-alimentaire	2,36	2,31	-2,12
Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	2,15	2,44	+13,48
Produits pharmaceutiques	2,03	2,28	+12,37
Perles, pierres, gemmes, métaux précieux et ouvrages; bijouterie de fantaisie; monnaies	1,79	1,70	-4,95
Extraits tannants; tannis; pigments; peintures et vernis; mastics; encres	1,72	1,65	-4,28
Huiles essentielles et résinoïdes, produits de parfumerie, de toilette	1,67	1,62	-3,09
Matières plastiques et leurs ouvrages	1,66	1,59	-4,48
Produits de l'édition, de la presse; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	1,55	1,39	-10,26
Produits divers des industries chimiques	1,24	1,34	+8,05
Meubles; mobilier médico-chirurgical; constructions préfabriquées; enseignes et plaques indicatrices lumineuses	1,19	1,20	+0,97
Horlogerie	1,09	1,19	+9,06
Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	1,03	1,11	+7,78
Instruments et appareils d'optique, de photo ou de cinéma, de mesure, de contrôle; de précision; appareils médico-chirurgicaux	0,95	1,05	+11,04
Fonte, fer et acier	0,91	1,05	+15,33
Papiers et cartons, ouvrages en pâte de cellulose, en papier, en carton	0,91	1,02	+12,39
Ouvrages en fonte, fer ou acier	0,80	0,87	+9,24
Aluminium et ouvrages en aluminium	0,69	0,83	+18,90
Total	49,35	52,09	+5,54
En % du total général	85,28	85,70	+0,49
Total autres produits	8,52	8,69	+2,04
Total général	57,87	60,78	+5,03

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Paris.



importations) l'importance des échanges maisons-mères filiales, ceci étant confirmé par l'analyse par produits où, par exemple, les postes « produits chimiques » et « produits pharmaceutiques » constituent pour certains départements près de la moitié du total de leurs importations de Suisse.

Cette année devrait être exceptionnelle pour la balance commerciale française

Pour ce qui est des exportations, le

département de Meurthe-et-Moselle n'est pas représentatif : 94 % de ses livraisons à la Suisse sont liés au poste « énergie, gaz, eau ». Le Val d'Oise et le Nord sont surtout exportateurs de voitures particulières (resp. 43,6 % et 25,1 % du total de leurs exportations vers la Suisse).

Les exportations de la Haute-Garonne sont bien sûr dues à

hauteur de 88 % au poste

« construction aéronautique » (livraisons d'Airbus).

Cette année, pas de palmarès des principaux cantons suisses actifs dans les échanges entre la France et la Suisse, la Direction Générale des Douanes de Berne ne pouvant nous communiquer ces chiffres pour des raisons de « protection des données ». Seuls nous ont été adressés ceux par groupes de cantons. Difficile donc à mettre en parallèle avec les



10. Les exportations suisses en 1997 et 1998.**

En millions de CHF**.

	1997	1998	Variation en % 97-98
Allemagne	24 142,6	25 792,9	6,8
France	9 657,8	10 489,1	8,6
Italie	8 029,5	8 545,1	6,4
Royaume-Uni	5 797,0	6 210,2	7,1
Pays-Bas	2 834,1	3 303,5	16,6
UEBL	2 455,3	2 453,9	-0,1
Espagne	2 655,9	3 160,0	19,0
Total UE	63 865,2	69 093,5	8,2
Etats-Unis	10 319,3	11 096,5	7,5
Japon	4 010,9	3 846,5	-4,1
Total Export	135 764,6	109 112,8	-19,6
Pourcentage des pays de l'UE par rapport au total export : 63,32 %			

** Non compris les métaux précieux, ni les pierres gemmes et sans les objets d'art ni d'antiquités. Source : Direction Générale des Douanes, Berne.

11. Les importations suisses en 1997 et 1998.**

En millions de CHF**.

	1997	1998	Variation en % 97-98
Allemagne	32 943,4	34 961,9	6,1
France	11 890,5	12 351,8	3,9
Italie	10 775,9	11 143,6	3,4
Royaume-Uni	5 112,5	4 925,1	-3,7
Pays-Bas	5 539,4	5 780,2	4,3
UEBL	3 533,4	3 568,7	1,0
Espagne	1 765,7	1 940,5	9,9
Total UE	81 255,3	85 351,7	5,0
Etats-Unis	7 367	6 777,3	-8,0
Japon	2 987,1	2 967,6	-0,7
Total Import	103 087,6	106 865,7	3,7
Pourcentage des pays de l'UE par rapport au total import : 79,87 %			

** Non compris les métaux précieux, ni les pierres gemmes et sans les objets d'art ni d'antiquités. Source : Direction Générale des Douanes, Berne.

12. Exportations/Importations suisses par groupes de cantons. En millions de CHF.

Cantons regroupés	Exportations*			Importations*		
	Allemagne	France	Total Export	Allemagne	France	Total
Zurich	3 252 734	743 637	13 809 652	10 177 752	2 548 336	28 616 360
Lucerne, Uri, Schwyz, Nidwald, Obwald, Zug, Tessin	3 460 396	1 046 168	13 542 421	3 449 578	969 990	16 418 386
Berne, Fribourg, Soleure, Neuchâtel, Jura	5 366 883	1 989 366	23 429 456	4 995 611	2 686 851	17 605 153
Glarus, Appenzell I. RH, Appenzell A. RH., St-Gall, Grisons, Thurgovie	4 558 760	936 478	13 154 344	4 499 199	458 791	10 086 968
Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie	6 611 661	3 159 762	30 106 084	9 214 678	2 433 394	26 304 866
Vaud, Valais, Genève	1 522 479	1 984 583	15 047 725	1 466 193	3 300 929	13 494 316
Schaffhouse	53 825	75 982	1 500 724	562 568	55 371	1 303 141
	24 826 738	10 592 943	110 590 406	34 365 579	12 453 662	113 829 190

* Y compris les métaux précieux, les pierres gemmes ainsi que les objets d'art et d'antiquités.



14. Les exportations françaises en 1997 et 1998. En milliers de FRF.

	1997	% total UE	1998	% total UE
Allemagne	265 057	25,29	282 802	25,30
Royaume-Uni	168 313	16,06	177 262	15,86
Italie	154 467	14,74	161 923	14,49
Belgique-Luxembourg	135 446	12,92	137 228	12,28
Espagne	133 973	12,78	154 334	13,81
Pays-Bas	78 269	7,47	81 579	7,30
Autres pays de l'UE	112 742	10,76	122 535	10,96
Total UE	1 048 267	100,00	1 117 663	100,00
Etats-Unis	110 231	10,52	131 095	11,73
Suisse	57 900	5,52	60 825	5,44
Japon	28 548	2,72	27 486	2,46
Pays d'Asie à développement rapide	109 681	10,46	92 915	8,31
Pays de l'Est	61 737	5,89	66 727	5,97
Total Export	1 666 622		1 769 612	

Pourcentage des pays de l'UE par rapport au total export :

- en 1997 : 62,90 %
- en 1998 : 63,16 %

Evolution du total export par rapport à 1997-1998 : + 6,17 %.

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Paris.

15. Les importations françaises en 1997-1998. En milliers de FRF.

	1997	% total UE	1998	% total UE
Allemagne	261 409	27,03	290 573	27,65
Italie	154 655	15,99	167 170	15,91
Belgique-Luxembourg	126 654	13,09	130 231	12,39
Royaume-Uni	133 615	13,81	141 312	13,45
Espagne	105 360	10,89	119 745	8,12
Pays-Bas	79 622	8,23	85 330	8,12
Autres pays de l'UE	105 889	10,95	116 637	11,10
Total UE	967 204	100,00	1 050 998	100,00
Etats-Unis	136 840	14,15	149 278	14,20
Japon	52 304	5,41	56 045	5,33
Suisse	36 951	3,82	41 517	3,95
Pays d'Asie à développement rapide	105 078	10,86	111 416	10,60
Pays de l'Est	50 309	5,20	54 172	5,15
Total Import	1 575 874		1 684 424	

Pourcentage des pays de l'UE par rapport au total import :


- en 1997 : 63,02 %
- en 1998 : + 6,88 %

Evolution du total export par rapport à 1997-1998 : + 6,88 %

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Paris.

tableaux publiés dans notre numéro de décembre 1997. Cependant, nous avons regroupé sous forme de tableaux les chiffres communiqués par les Douanes suisses ainsi qu'un palmarès des 15 premiers cantons importateurs-exportateurs.

En résumé donc, si l'on excepte les échanges maisons-mères/filiales, on remarque la faible part que représente le marché français pour les exportateurs suisses, leurs principaux échanges se faisant avec l'Allemagne et les USA.

La France, loin derrière l'Allemagne, est le 3^{ème} client de la Suisse et son 2^{ème} fournisseur précédant d'une très courte tête l'Italie. Quant à la Suisse, elle se situe au 10^{ème} rang des fournisseurs de la France et en est le 8^{ème} client. 

Notes :

Pour le volet France, la valeur statistique est la valeur intrinsèque de la marchandise franco-frontière nationale :

- à l'exportation, elle comprend les frais accessoires (transport et assurance) se rapportant à la partie du trajet qui se situe sur le territoire statistique national (valeur FAB) ;
- à l'importation, elle comprend les frais accessoires se rapportant à la partie du trajet jusqu'au territoire statistique national (valeur CAF).

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ». Ne sont donc comptabilisées que les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale à l'exclusion des marchandises qui sont importées puis réexportées en l'état. Les produits pétroliers font cependant exception à cette règle : ils sont enregistrés selon le « commerce général » c'est-à-dire en comptabilisant toutes les entrées et les sorties du territoire statistique.

Les statistiques françaises prennent en compte l'énergie électrique ce qui n'est pas le cas pour les statistiques suisses dont les importations et les exportations de courant électrique sont reprises seulement dans la balance des revenus.

Le territoire statistique de la France comprend la France continentale (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie), la Corse, les autres îles françaises du littoral et la principauté de Monaco ainsi que, depuis le début 1997, les départements d'Outre-Mer.

Certains mouvements ou catégories de marchandises sont exclus des statistiques du Commerce extérieur :

- les importations sous le régime de l'admission temporaire et les réexportations en suite de ce régime ;
- les exportations temporaires en vue d'un retour ultérieur en l'état et les réimportations en suite de ce régime ;
- les livraisons à l'avitaillement ;
- les exportations à partir de comptoirs de vente dans les ports et aéroports ;
- le matériel militaire ;
- l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal ;
- les opérations inférieures au seuil statistique (moins de 5000 FRF en valeur et de 1000 kg en masse).

En ce qui concerne les statistiques suisses, la valeur statistique correspond à la valeur en francs suisses franco frontière suisse. Les frais de transport, d'assurance et autres jusqu'à la frontière suisse sont inclus dans la valeur statistique, tandis que les rabais et escomptes en sont déduits (CIF à l'importation et FOB à l'exportation). Les droits de douane, impôts ou autres redevances perçus en vertu de la législation suisse (droits de monopole, taxes de visite vétérinaire, etc.) en sont en outre exclus ; à l'exportation ils sont ajoutés à la valeur en tant qu'ils ne sont pas remboursables.

Tout comme la France, la statistique du commerce extérieur suisse est fondée sur le commerce dit « spécial ». Ne sont compris ni dans le commerce spécial, ni dans la balance commerciale :

- les petits envois d'une masse nette inférieure à 1000 kg et d'une valeur statistique inférieure à CHF 1000.- ;
 - l'argent, l'or et les monnaies ;
 - les marchandises privées ;
 - les marchandises en retour, c'est-à-dire qui, restées invendues, rentrent en Suisse ou retournent à l'étranger.
- Le territoire statistique couvre la Suisse, mais également les enclaves de Büsingen et de Campione d'Italia.